



# **STATUTS CONSTITUTIFS**

## **CREMATORIUM DU BOCAGE**

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 euros  
Siège social : 14 rue Jules Verne – 63110 BEAUMONT

LES SOUSSIGNÉS :

- **La société MAISON GUERIN**

Société par actions simplifiée au capital de 151 800 euros  
Ayant son siège social à GRANVILLE (50400), 97 rue du Vieux Moulin,  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COUTANCES (50) sous le  
numéro 345 013 353,

*Représentée par son Président, Monsieur Olivier GUERIN, et par Monsieur Elie  
GUERIN, Directeur Général,*

- **La société SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION,**

Société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros,  
Ayant son siège social à BEAUMONT (63110) – 14 Rue Jules Verne,  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND  
sous le numéro 824 903 561,

*Représentée par sa Présidente, la société INFINI DEVELOPPEMENT (499 091 361  
RCS CLERMONT-FERRAND), elle-même représentée par son Président, Monsieur  
Denis DABRIGEON,*

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister  
entre eux.

## STATUTS

---

### ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

### ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- Le financement, la conception, la construction et l'aménagement d'un crématorium avec ses équipements, ses espaces publics, les raccordements aux voiries et réseaux divers ; l'aménagement des abords et les clôtures, ainsi que la gestion du crématorium sis à LA LANDE PATRY (61100), Zone des Josnets, dans le cadre de l'exécution d'une concession de service public consentie par la Communauté d'Agglomération FLERS AGGLO ;
- La production in situ, l'exploitation et la vente d'énergie ;
- Et plus généralement toutes opérations se rattachant, directement à l'objet ci-dessus défini.

### ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **CREMATORIUM DU BOCAGE.**

Cette dénomination étant liée à la concession de service public consentie par la Communauté d'Agglomération FLERS AGGLO, telle que mentionnée à l'article 2 des présentes, la Société s'oblige à modifier sa dénomination sociale et à supprimer toute référence au crématorium de FLERS à l'expiration de cette concession, ou de sa prolongation ou de son renouvellement éventuels.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

#### **ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : **14 rue Jules Verne – 63110 BEAUMONT**

Il sera transféré à LA LANDE PATRY (61100), Zone des Josnets, dès que le crématorium pour la gestion duquel la Société est constituée sera mis en activité.

Il pourra également être transféré à une adresse autre que l'adresse du crématorium exploité, sous réserve d'une modification du contrat mentionné en objet et d'une décision collective extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article 18 des Statuts.

#### **ARTICLE 5 - DURÉE**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

Lors de la constitution, les soussignées apportent à la Société une somme en numéraire d'un montant total de **DEUX CENT MILLE EUROS (200 000 €)**, correspondant au montant du capital social et à vingt mille (20 000) actions d'une valeur nominale dix euros (10 €) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées par les associés, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la banque CREDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

Cette somme de 200 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT MILLE EUROS (200 000 €)**.

Il est divisé en vingt mille (20 000) actions de dix euros (10 €) chacune de valeur nominale, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

#### **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi, sous réserve de demeurer conforme aux exigences de la délégation de service public conclue avec la Communauté d'Agglomération FLERS AGGLO.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés.



Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. Il est toutefois précisé que le capital ne pourra être réduit à un montant inférieur à 200 000 € aussi longtemps que la société sera titulaire de la concession de service public consentie par la Communauté d'Agglomération FLERS AGGLO visée à l'article 2 des présentes, incluant le renouvellement ou la prolongation éventuels de cette concession.

## **ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Les Actions souscrites en nature doivent être libérées de la totalité lors de leur souscription.

Les versements peuvent intervenir par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

## **ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## **ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

**11.1.** Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

### **11.2. Agrément des cessions**

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital est libre entre associés, sous réserve toutefois de respecter les engagements pris dans le cadre de la concession de service public consentie par la Communauté d'Agglomération FLERS AGGLO, mentionnée à l'article 2 des présentes.

Toute autre cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital intervenant au profit d'une personne non-associée à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée que par une décision collective des associés statuant en la forme ordinaire.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

### **11.3. Location des actions**

La location des actions est interdite.

## **ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS**

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

### **ARTICLE 13 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

### **ARTICLE 14 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ**

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

#### **14.1. Désignation**

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts.

En cours de vie sociale, le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

#### **14.2. Durée des fonctions**

Le Président est nommé pour la durée prévue dans la décision relative à sa nomination.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

#### **14.3. Révocation**

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision ordinaire de la collectivité des associés, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale.

#### **14.4. Rémunération**

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée et modifiée par décision de la collectivité des associés. Elle pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Outre cette rémunération, il sera remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.

#### **14.5. Pouvoirs du Président**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Dans les rapports avec la Société, et sans que cette limitation soit opposable aux tiers, le Président devra obtenir l'autorisation expresse de la collectivité des associés, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, préalablement à la conclusion des actes suivants :

- l'achat, la vente de droits sociaux, ainsi que de tous fonds de commerce ou éléments de fonds de commerce, ainsi que la conclusion de toute opération de location-gérance ;
- la souscription au capital de toute société, ainsi que, plus généralement, l'adhésion à tout organisme quelle qu'en soit la nature ;

- l'achat, la vente, la location de tout actif immobilisé appartenant à la société, ainsi que la prise en location, quelle qu'en soit la forme (bail, crédit-bail, location de longue durée, leasing, etc) de tout mobilier ou immobilier d'une valeur unique supérieure à 50.000 euros, étant précisé que la présente limitation de pouvoirs ne s'applique pas aux dépenses engagées avant la mise en service du crématorium pour la gestion duquel la société est constituée ;
- La conclusion de tout accord entraînant pour la société un engagement financier supérieur à un montant de 50.000 euros en une ou plusieurs échéances, qu'ils s'agissent de prêts bancaires, d'achat de biens matériels ou de prestations de services, le tout à l'exclusion des contrats de travail ;
- la constitution de toute garantie par la société à un titre quelconque (cautionnement, nantissement, hypothèque, etc.)

Les dispositions des présents statuts ou des décisions ultérieures limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

## **ARTICLE 15 - DIRECTEUR GÉNÉRAL**

### **15.1. Désignation**

Sur proposition du Président, la collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Il peut être nommé plusieurs personnes au titre de Directeur Général.

### **15.2. Durée des fonctions**

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.



Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

### **15.3. Révocation**

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, sur la proposition du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

### **15.4. Rémunération**

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination ou par décision ultérieure de la collectivité des associés statuant selon les modalités prévues pour les décisions ordinaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

### **15.5. Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Toutefois, à titre de règlement interne non opposable aux tiers, le Directeur Général ne pourra réaliser les actes suivants, sans l'accord exprès de la collectivité des associés, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, préalablement à la conclusion des actes suivants :

:

- l'achat, la vente de droits sociaux, ainsi que de tous fonds de commerce ou éléments de fonds de commerce, ainsi que la conclusion de toute opération de location-gérance ;
- la souscription au capital de toute société, ainsi que, plus généralement, l'adhésion à tout organisme quelle qu'en soit la nature ;

- l'achat, la vente, la location de tout actif immobilisé appartenant à la société, ainsi que la prise en location, quelle qu'en soit la forme (bail, crédit-bail, location de longue durée, leasing, etc) de tout mobilier ou immobilier d'une valeur unique supérieure à 50.000 euros, étant précisé que la présente limitation de pouvoirs ne s'applique pas aux dépenses engagées avant la mise en service du crématorium pour la gestion duquel la société est constituée ;
- La conclusion de tout accord entraînant pour la société un engagement financier supérieur à un montant de 50.000 euros en une ou plusieurs échéances, qu'ils s'agissent de prêts bancaires, d'achat de biens matériels ou de prestations de services, le tout à l'exclusion des contrats de travail ;
- la constitution de toute garantie par la société à un titre quelconque (cautionnement, nantissement, hypothèque, etc.)

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

## **ARTICLE 16 - CONVENTIONS REGLEMENTÉES**

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

## **ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Si la Société remplit les conditions légales et réglementaires, le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires désignés par décision collective des associés, conformément aux dispositions légales en vigueur. Cette désignation est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.



Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 18 – DÉCISIONS COLLECTIVES**

### **18.1. Décisions collectives obligatoires**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions d'actions,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- nomination, révocation et rémunération du Directeur Général,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

### **18.2. Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

### **18.3. Consultation écrite**

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de dix jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

### **18.4. Assemblées Générales**

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social dix jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans trois jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

#### **18.5. Règles d'adoption des décisions collectives**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

#### **18.6. Décisions extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions collectives relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, l'émission de valeurs mobilières, la fusion, la scission, la dissolution anticipée, la prorogation de la durée, le transfert du siège, la modification des statuts de la société, sa transformation et celles qui sont expressément qualifiées comme telles, par les présents statuts.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote. Sur seconde convocation, aucune condition de quorum n'est requise. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés, sauf pour les cas où la loi a prévu impérativement l'unanimité.

#### **18.7. Décisions ordinaires**

Toutes autres décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. L'assemblée générale ordinaire ne délibère, valablement, sur première convocation que si les associés, présents ou représentés, représentent au moins la moitié des actions ayant droit de vote.

Sur seconde convocation, aucune condition de quorum n'est requise.

### **18.8. Procès-verbaux des décisions collectives**

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

### **18.9. Droit d'information des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés qui en font la demande huit (8) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

## **ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 décembre 2025**.

## **ARTICLE 20 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Si les dispositions légales et réglementaires le lui imposent, le Président établit un rapport de gestion conformément aux exigences légales et réglementaires applicables en la matière.

Le Président établit, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion, s'il doit en être établi un, et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Le Président dépose les documents énumérés par l'article L. 232-23 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

## **ARTICLE 21 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que la collectivité des associés décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital social.

De même, la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## **ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés ou, à défaut, par le Président. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## **ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.



En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

Il est toutefois précisé que la société ne pourra se transformer en société d'une autre forme aussi longtemps qu'elle sera titulaire de la concession de service public consentie par la Communauté d'Agglomération FLERS AGGLO visée à l'article 2 des présentes, incluant le renouvellement ou la prolongation éventuels de cette concession.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

#### **ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## **ARTICLE 26 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **ARTICLE 27 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

- **La société MAISON GUERIN**  
Société par actions simplifiée au capital de 151 800 euros  
Ayant son siège social à GRANVILLE (50400), 97 rue du Vieux Moulin  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COUTANCES (50) sous le numéro 345 013 353,

*Représentée par son Président, Monsieur Olivier GUERIN, et par son Directeur Général, Monsieur Elie GUERIN,*

Monsieur Olivier GUERIN et Monsieur Elie GUERIN, au nom de la société MAISON GUERIN qu'ils représentent, acceptent les fonctions de Présidente et déclare, pour eux-mêmes et pour leur société, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Il est rappelé que, dans les rapports avec la Société, et sans que cette limitation soit opposable aux tiers, le Président devra obtenir l'autorisation exprès de la collectivité des associés, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, préalablement à la conclusion des actes suivants :

- l'achat, la vente de droits sociaux, ainsi que de tous fonds de commerce ou éléments de fonds de commerce, ainsi que la conclusion de toute opération de location-gérance ;
- la souscription au capital de toute société, ainsi que, plus généralement, l'adhésion à tout organisme quelle qu'en soit la nature ;
- l'achat, la vente, la location de tout actif immobilisé appartenant à la société, ainsi que la prise en location, quelle qu'en soit la forme (bail, crédit-bail, location de longue durée, leasing, etc) de tout mobilier ou immobilier d'une valeur unique supérieure à 50.000 euros, étant précisé que la présente limitation de pouvoirs ne s'applique pas aux dépenses engagées avant la mise en service du crématorium pour la gestion duquel la société est constituée ;



- La conclusion de tout accord entraînant pour la société un engagement financier supérieur à un montant de 50.000 euros en une ou plusieurs échéances, qu'ils s'agissent de prêts bancaires, d'achat de biens matériels ou de prestations de services, le tout à l'exclusion des contrats de travail ;
- la constitution de toute garantie par la société à un titre quelconque (cautionnement, nantissement, hypothèque, etc.)

## **ARTICLE 28 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION**

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

## **ARTICLE 29 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer et faire publier l'avis de constitution dans un support habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du guichet unique électronique des formalités d'entreprises ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

## **ARTICLE 31 – SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Les soussignés ont accepté de signer les présents statuts par voie de signature électronique au sens des dispositions des articles 1367 et suivants du Code civil par le biais du service DocuSign et déclarent en conséquence que la version électronique des statuts constitue l'original du document et que cette version électronique est parfaitement valable.

Les soussignés déclarent que les statuts sous leur forme électronique constituent une preuve littérale au sens de l'article 1367 du Code civil et ont la même valeur probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et pourront valablement leur être opposés.

Les soussignés reconnaissent que la solution de signature électronique offerte par DocuSign France correspond à un degré suffisant de fiabilité pour identifier les signataires et pour garantir le lien entre leurs signatures et les statuts.

Les soussignés s'engagent en conséquence à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des statuts signés sous forme électronique.

Les soussignés ont la possibilité de télécharger un exemplaire signé valant exemplaire original. Il leur appartient, si ils souhaitent préserver dans le temps la force probante du document, d'enregistrer le document téléchargé auprès d'un prestataire agréé à cet effet.

\*  
\*       \*

Fait par signature électronique aux dates mentionnées ci-dessous

NOM	SIGNATURE
<p><b>Société MAISON GUERIN*</b> <i>Monsieur Olivier GUERIN</i></p> <p><i>Monsieur Elie GUERIN</i></p> <p><i>La signature des présents statuts par Messieurs Olivier et Elie GUERIN emporte acceptation par eux des fonctions de Présidente</i></p>	<p>28 octobre 2024   11:44 CET</p> <p>DocuSigned by: <i>Olivier GUERIN</i> AF5FAFCADEA6405...</p> <p>29 octobre 2024   17:45 CET</p> <p>Signé par : <i>Elie GUERIN</i> 3BC01E59AD9A4DD...</p>
<p><b>SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION</b> <i>Représentée par INFINI DEVELOPPEMENT,</i> <i>Elle-même représentée par Monsieur Denis DABRIGEON</i></p>	<p>28 octobre 2024   11:57 CET</p> <p>Signé par : <i>Denis DABRIGEON</i> F2B502A4C3C74EB...</p>

Annexes :

- Annexe 1 – Certificat de dépôt des fonds
- Annexe 2 : Etat des actes accomplis.



ASSISTANCE ENTREPRISES  
10 RUE VALENTIN HAUY  
63000 CLERMONT FERRAND  
Tél :  
Fax :

V / réf.: 66142162718  
N / réf.: AUDREY CANIVET

## Attestation de dépôt

pour constitution de capital social  
(Articles L.225-5 et R.22-10-6 du Code de commerce)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France dont le siège social est sis à : 1 Avenue de la Libération 63045 Clermont Ferrand Cedex 9 atteste

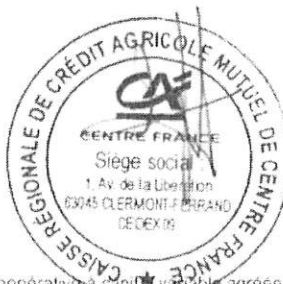
qu'il a été déposé le 22/10/2024 par SAS SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

- Au compte spécial bloqué n° 66142162718  
ouvert au nom de la Société en formation, dénommée SAS CREMATORIUM DU BOCAGE  
au capital de 200 000,00 EUR  
sans appel public à l'épargne  
dont le siège social est établi à 14 RUE JULES VERNE 63110 BEAUMONT  
la somme de 200 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 100,00 % du capital social
- Une liste comportant les membres fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à CLERMONT FERRAND, le 23 Octobre 2024

JULIE JACQUARD  
Le Directeur de votre Agence



DS  
OG

Paraphe  
EG

Paraphe  
DD



## Liste des fondateurs

Société : SAS CREMATORIUM DU BOCAGE

Compte n° 66142162718

## Liste des sociétés

Raison sociale	Numéro SIREN	Montant versé en €
SAS SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION	824903561	100 000,00
SAS MAISON GUERIN	345013353	100 000,00

JULIE JACQUARD  
Le Directeur de votre Agence



DS

06

Paraphe

EG

Paraphe

DD



ANNEXE

---

**ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS  
POUR LA SOCIÉTÉ EN VOIE DE FORMATION  
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS**

---

NEANT

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-6 du Code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

DS  
OG

Paraphe  
EG

Paraphe  
DD

**CREMATORIUM DU BOCAGE**

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 euros  
Siège social : 14 Rue Jules Verne – 63110 BEAUMONT

RCS CLERMONT-FERRAND en cours d'immatriculation

Liste des futurs associés et état des sommes versées par chacun d'eux, à Monsieur Olivier GUERIN, ès qualité de Président de la société MAISON GUERIN (345 013 353 RCS COUTANCES), future Présidente, et déposées, par ce dernier, pour le compte de la société en formation, à la Banque CREDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE Agence de CLERMONT-FERRAND (63) le 22 octobre 2024.

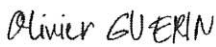
Numéros	Nom, prénoms usuels, domicile des futurs Associés	Versements effectués
1	<p>La société <b>SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION</b></p> <p>Société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros, Dont le siège social est 14 Rue Jules Verne – 63110 BEAUMONT,</p> <p>824 903 561 RCS CLERMONT-FERRAND,</p>	100 000 EUROS
2	<p>La société <b>MAISON GUERIN</b></p> <p>Société par actions simplifiée au capital de 151 800 euros, Dont le siège social est 97 rue du Vieux Moulin – 50400 GRANVILLE</p> <p>345 013 353 RCS COUTANCES,</p>	100 000 EUROS
TOTAL des versements effectués, EGAL A 100 % Du capital à souscrire en numéraire		200 000 EUROS
NOMBRE TOTAL des futurs associés souscripteurs en numéraire		2

La présente liste et le présent état sont certifiés exacts par Monsieur Olivier GUERIN,  
Président de la société MAISON GUERIN, future Présidente.

**Fait par signature électronique  
A la date mentionnée ci-dessous**

Société MAISON GUERIN  
*Représentée par Monsieur Olivier GUERIN*

28 octobre 2024 | 11:44 CET

DocuSigned by:  
  
AF5FAFCADEA6405...



**TITRE JURIDIQUE JUSTIFIANT DE LA JOUISSANCE PRIVATIVE  
DU LOCAL OU LA SOCIETE EXERCE SON ACTIVITE**

(Article L 123-11 du Code de Commerce)

LA SOUSSIGNEE :

**Société PYRAMIDE,**  
Société civile immobilière au capital de 195 287,19 euros,  
Ayant son siège social situé à BEAUMONT (63110), 14 rue Jules Verne,  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND  
sous le numéro 350 248 944,

Représentée par son Gérant, Monsieur Denis DABRIGEON,

**PROPRIETAIRE DES LOCAUX CI-APRES DESIGNES :**  
14 rue Jules Verne – 63110 BEAUMONT


Atteste par la présente :

Que la société dénommée **CREMATORIUM DU BOCAGE**, société par actions simplifiée  
en cours de formation, a la jouissance privative d'un local situé à **BEAUMONT (63110), 14  
rue Jules Verne**, où elle doit établir son siège et exercer son activité, et ce à compter de ce  
jour.

**Fait par signature électronique à la  
date mentionnée ci-dessous**

Signature :

28 octobre 2024 | 11:57 CET

Signé par :  
  
F2B502A4C3C74EB

**CREMATORIUM DU BOCAGE**

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 euros  
Siège social : 14 rue Jules Verne – 63110 BEAUMONT

RCS CLERMONT-FERRAND

**PROCURATION**

Le soussigné Monsieur Olivier GUERIN, agissant en qualité de Président de la société MAISON GUERIN, Société par actions simplifiée au capital de 151.800 euros ayant son siège social situé à GRANVILLE (50400), 97 rue du Vieux Moulin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COUTANCES sous le numéro 345 013 353,

Présidente de la société CREMATORIUM DU BOCAGE,

Donne par les présentes pouvoir à : **ID3 AVOCATS**  
**11 allée du Groupe Nicolas Bourbaki**  
**63170 AUBIERE**


De, pour moi et en mon nom, procéder auprès au guichet unique à toutes formalités, dépôts, demandes d'immatriculation, modifications et radiations concernant ladite société,

En conséquence, faire toutes déclarations, signer toutes pièces, payer et recevoir toutes sommes, en donner bonne et valable quittance, décharges et/ou mainlevées et en général faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

**Fait par signature électronique  
à la date mentionnée ci-dessous**

Signature :

28 octobre 2024 | 11:44 CET

DocuSigned by:  
  
AF5FAFCADEA6405...

**CREMATORIUM DU BOCAGE**

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 euros

Siège social : 14 Rue Jules Verne - 63110 BEAUMONT

Société en cours d'immatriculation

---

**DÉCISION UNANIME DES ASSOCIÉS**

---

Les soussignées :

- **La Société MAISON GUERIN**

Société par actions simplifiée au capital de 151 800 euros,

Ayant son siège social à GRANVILLE (50400), 97 rue du Vieux Moulin,

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COUTANCES sous le numéro 345 013 353,

*Représentée par son Président, Monsieur Olivier GUERIN,*

- **La Société SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION,**

Société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros,

Ayant son siège social à BEAUMONT (63110) - 14 Rue Jules Verne,

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND sous le numéro 824 903 561,

*Représentée par sa Présidente, la société INFINI DEVELOPPEMENT (499 091 361 RCS CLERMONT-FERRAND), elle-même représentée par son Président, Monsieur Denis DABRIGEON,*

Agissant en qualité de seules associées de la société par actions simplifiée CREMATORIUM DU BOCAGE au capital de 200 000 euros, dont le siège social est à BEAUMONT (63110) – 14 Rue Jules Verne,

Et la **Société INFINI DEVELOPPEMENT**, société par actions simplifiée au capital de 8 786 800 euros, ayant son siège social à BEAUMONT (63110), 14 rue Jules Verne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND sous le numéro 499 091 361, représentée par son Président, Monsieur Denis DABRIGEON, intervenant aux présentes

Ont, d'un commun accord, à l'issue de la signature des statuts, procédé à la nomination du premier Directeur Général de la Société.

**NOMINATION DU PREMIER DIRECTEUR GENERAL**

Les associés décident, à l'unanimité, de nommer en qualité de Directeur Général de la Société, à compter de ce jour, et sans limitation de durée :

- **La société INFINI DEVELOPPEMENT**,  
Société par actions simplifiée au capital de 8 786 000 euros,  
Ayant son siège social à BEAUMONT (63110), 14 rue Jules Verne,  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND  
sous le numéro 499 091 361,

*Représentée par son Président, Monsieur Denis DABRIGEON,*

Conformément aux dispositions des statuts, la société INFINI DEVELOPPEMENT disposera des mêmes pouvoirs de direction que la Présidente de la Société.

Toutefois, conformément à l'article 15.5 des statuts, à titre de règlement interne non opposable aux tiers, le Directeur Général ne pourra réaliser les actes suivants, sans l'accord exprès de la collectivité des associés, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, préalablement à la conclusion des actes suivants :

- l'achat, la vente de droits sociaux, ainsi que de tous fonds de commerce ou éléments de fonds de commerce, ainsi que la conclusion de toute opération de location-gérance ;
- la souscription au capital de toute société, ainsi que, plus généralement, l'adhésion à tout organisme quelle qu'en soit la nature ;
- l'achat, la vente, la location de tout actif immobilisé appartenant à la société, ainsi que la prise en location, quelle qu'en soit la forme (bail, crédit-bail, location de longue durée, leasing, etc) de tout mobilier ou immobilier d'une valeur unique supérieure à 50.000 euros, étant précisé que la présente limitation de pouvoirs ne s'applique pas aux dépenses engagées avant la mise en service du crématorium pour la gestion duquel la société est constituée ;
- La conclusion de tout accord entraînant pour la société un engagement financier supérieur à un montant de 50.000 euros en une ou plusieurs échéances, qu'ils s'agissent de prêts bancaires, d'achat de biens matériels ou de prestations de services, le tout à l'exclusion des contrats de travail ;
- la constitution de toute garantie par la société à un titre quelconque (cautionnement, nantissement, hypothèque, etc.)

Conformément aux dispositions des statuts, la société INFINI DEVELOPPEMENT aura comme la Présidente le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Denis DABRIGEON, au nom de la société INFINI DEVELOPPEMENT qu'il représente, accepte les fonctions de Directeur Général et déclare, pour lui-même et pour sa société, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

La rémunération éventuelle du Directeur Général sera fixée ultérieurement.

\*  
\*      \*

Fait par signature électronique  
Aux dates mentionnées ci-dessous

<b>SOCIETE NOUVELLE DE CREMATION</b> <i>Repr. par INFINI DEVELOPPEMENT</i> <i>Elle-même repr. par M. Denis DABRIGEON</i>	28 octobre 2024   11:57 CET  <div>Signé par : Denis DABRIGEON F2B502A4C3C74EB...</div>
<b>Société MAISON GUERIN</b> <i>Représentée par Monsieur Olivier GUERIN</i>	28 octobre 2024   11:44 CET  <div>DocuSigned by: Olivier GUERIN AF5FAFCAD6A6405...</div>
<b>Société INFINI DEVELOPPEMENT</b> <i>Représentée par Monsieur Denis DABRIGEON</i>	<i>Bon pour acceptation des fonctions de</i> <i>Directeur Général</i>  28 octobre 2024   11:57 CET  <div>Signé par : Denis DABRIGEON F2B502A4C3C74EB...</div>

## Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: D92CAA6AB6854F32BFFB47C7E52C6EAC  
Objet: 2024.10 - CREMATORIUM DU BOCAGE - Constitution  
Enveloppe source:  
Nombre de pages du document: 33 Signatures: 9  
Nombre de pages du certificat: 2 Paraphe: 14  
Signature dirigée: Activé  
Horodatage de l'enveloppe: Activé  
Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

État: Complétée

Émetteur de l'enveloppe:  
Abigaël LEPIN  
11 allée du groupe Nicolas Bourbaki - CS 60035 –  
63178 Aubière  
Aubière, France 63178  
abigaël.lepin@id3avocats.fr  
Adresse IP: 185.6.94.69

## Suivi du dossier

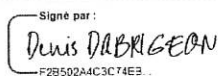
État: Original  
28/10/2024 11:04:12  
Titulaire: Abigaël LEPIN  
abigaël.lepin@id3avocats.fr

Emplacement: DocuSign

## Événements de signataire

Denis DABRIGEON  
denis.dabrigeon@dabrigeon.fr  
Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de  
compte (aucune)

## Signature

Signé par:  
  
F2B502A4C3C74EB...

Sélection d'une signature : Style présélectionné  
En utilisant l'adresse IP: 134.90.140.6

## Horodatage

Envoyée: 28/10/2024 11:28:47  
Consultée: 28/10/2024 11:40:40  
Signée: 28/10/2024 11:57:58

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:  
Non offerte par DocuSign

Elie GUERIN  
elie@pfguerin.com  
Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de  
compte (aucune), Code d'accès

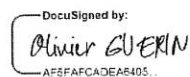
Signé par:  
  
35C31E59AD9A4DD...

Sélection d'une signature : Style présélectionné  
En utilisant l'adresse IP: 91.121.55.60

Envoyée: 28/10/2024 11:28:47  
Renvoyé: 29/10/2024 14:48:48  
Consultée: 29/10/2024 17:45:45  
Signée: 29/10/2024 17:45:48

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:  
Non offerte par DocuSign

Olivier GUERIN  
olivier@pfguerin.com  
Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de  
compte (aucune), Code d'accès

DocuSigned by:  
  
AF5FAFCADEA84D5...

Sélection d'une signature : Style présélectionné  
En utilisant l'adresse IP: 185.167.220.222

Envoyée: 28/10/2024 11:28:47  
Consultée: 28/10/2024 11:44:03  
Signée: 28/10/2024 11:44:43

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:  
Non offerte par DocuSign

## Événements de signataire en personne Signature

## Horodatage

Événements de livraison à l'éditeur État

## Horodatage

Événements de livraison à l'agent État

## Horodatage

Événements de livraison intermédiaire État

## Horodatage

<b>Événements de livraison certifiée</b>	<b>État</b>	<b>Horodatage</b>
<b>Événements de copie carbone</b> Ana-Bela DA SILVA financier@infini-developpement.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) <b>Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:</b> Non offerte par DocuSign	<b>État</b> <b>Copié</b>	<b>Horodatage</b> Envoyée: 28/10/2024 11:28:48
BIBOLLET Bruno bruno.bibollet@id3avocats.fr Avocat ID3 AVOCATS Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) <b>Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:</b> Non offerte par DocuSign	<b>Copié</b>	Envoyée: 28/10/2024 11:28:49
Guillaume LEGUE guillaume.legue@inextenso.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) <b>Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:</b> Non offerte par DocuSign	<b>Copié</b>	Envoyée: 28/10/2024 11:28:50 Consultée: 29/10/2024 14:43:44
Hélène BLAIN helene.blain@id3avocats.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) <b>Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:</b> Non offerte par DocuSign	<b>Copié</b>	Envoyée: 28/10/2024 11:28:49
Maria BRANCO maria.branco@infini-developpement.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) <b>Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:</b> Non offerte par DocuSign	<b>Copié</b>	Envoyée: 28/10/2024 11:28:49 Consultée: 28/10/2024 11:34:59
Rémi LERQUIER remi.leriquier@inextenso.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) <b>Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:</b> Non offerte par DocuSign	<b>Copié</b>	Envoyée: 28/10/2024 11:28:50
<b>Événements de témoins</b>	<b>Signature</b>	<b>Horodatage</b>
<b>Événements notariaux</b>	<b>Signature</b>	<b>Horodatage</b>
Récapitulatif des événements de l'enveloppe	<b>État</b>	<b>Horodatages</b>
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	28/10/2024 11:28:51
Livraison certifiée	Sécurité vérifiée	28/10/2024 11:44:03
Signature complétée	Sécurité vérifiée	28/10/2024 11:44:43
Complétée	Sécurité vérifiée	29/10/2024 17:45:48
<b>Événements de paiement</b>	<b>État</b>	<b>Horodatages</b>